

Affaire Benalla : Macron assume tout ! Oui, mais quoi ?

écrit par Yann Kempenich | 25 juillet 2018



Emmanuel Macron s'est adressé aux députés de la majorité ce mardi soir. (Le Parisien / Twitter/@bruno_fuchs)

« Ce qu'il s'est passé le 1er Mai a été pour moi une trahison »

« S'ils veulent un responsable, il est devant vous ! »

« Qu'ils viennent me chercher. Je réponds au peuple français ! »

<http://www.leparisien.fr/politique/macron-mobilise-ses-troupes-a-la-maison-de-l-amerique-latine-24-07-2018-7832187.php>

Une trahison de qui ? De quoi ? Quelle responsabilité ? Qui doit venir le chercher ?

Ce mardi 24 juillet, à la Maison de l'Amérique latine, les élus Marcheurs fêtaient la fin de la session parlementaire et recevaient la visite surprise (et combative) d'Emmanuel

Macron. Mais ses propos n'auront sans doute pas permis aux députés de la majorité de bien saisir les tenants et aboutissants de l'affaire Benalla.

Remonté comme une horloge ou comme un coq dressé sur ses ergots, Emmanuel Macron et son clan semblaient plutôt patiner dans la semoule... marocaine. Mais peut-être entrevoit-on un début de commencement de mea culpa ?

« La République exemplaire n'empêche pas les erreurs. S'il cherche un responsable, le seul responsable, c'est moi et moi seul. C'est moi qui ai fait confiance à Alexandre Benalla. C'est moi qui ai confirmé la sanction (NDLR : jugée trop clémentine). Ça n'est pas la République des fusibles, la République de la haine. »

Peut-être dégoupillée par l'extrême gauche (les Insoumis, Le Monde...), la « grenade incendiaire » Benalla a fait exploser la Macronie qui tente désespérément d'allumer des contrefeux via des éléments de langage appropriés, une stratégie *ad hoc* et un plan de communication élaboré. Bref, cela phosphore chez les Marcheurs !

Heureusement pour lui, il est peu probable qu'Emmanuel Macron soit convoqué aux commissions d'enquête parlementaire; Patrick Strzoda (son directeur de cabinet) affiche une loyauté totale au président de la République – au point d'être prêt à endosser la responsabilité de l'affaire – et les témoins (dont Alain Gibelin, haut fonctionnaire de la police) rétro-pédalent.

De plus, la motion de censure de l'opposition risque de ne pas faire long feu :

« De toute façon, il n'y aura pas assez de députés pour la voter. Et la motion fera pschitt », confie avec une pointe de satisfaction un élu LREM. »

« République exemplaire » avez-vous dit ?